

18/05 L'ONU SUR LA POINTE DES PIEDS AU RWANDA

Après neuf heures de délibération et bien des compromis, le Conseil de sécurité des Nations Unies a fini par trancher par une délibération adoptée tard dans la nuit de lundi à mardi : 5 500 Casques bleus seront envoyés au Rwanda pour protéger les civils et les membres des organisations humanitaires. Un embargo sur les armes a également été décrété pour l'ensemble d'un pays où plusieurs milliers de personnes ont péri en six semaines de massacres continus. La décision d'imposer l'embargo sur les armes a été prise malgré l'opposition véhémente du représentant du Rwanda au Conseil de sécurité, Jérôme Bicamumpaka, le ministre des affaires étrangères du gouvernement intérimaire, une des parties engagées dans le conflit rwandais.

Une mission très limitée pour les Casques bleus

La résolution laborieusement adoptée par le Conseil de sécurité reste pourtant extrêmement prudente et n'a guère de chances dans l'immédiat de mettre un terme aux massacres. Les nouveaux Casques bleus qui seront envoyés au Rwanda, tous issus de contingents des pays du tiers monde, les seuls à avoir répondu positivement à l'appel du secrétaire général Boutros Boutros-Ghali, ne seront en effet pas autorisés à faire usage de leurs armes pour arrêter les combats ou empêcher les massacres. Leur mis-

sion se limitera à des zones bien particulières où ils contrôleront essentiellement l'acheminement de l'aide humanitaire.

Par ailleurs, le déploiement des soldats de la Minuar (Mission des Nations Unies au Rwanda) devrait se faire par étapes et seuls 500 soldats ghanéens seront envoyés dans un premier temps pour renforcer le petit contingent de 444 soldats de l'ONU déjà présent sur place. Les quelque 175 observateurs militaires de l'ONU qui avaient été évacués à Nairobi au Kenya pourraient également être renvoyés rapidement au Rwanda. En somme, le nouvel engagement de l'ONU n'a rien d'une intervention musclée et reflète surtout l'ampleur des négociations nécessaires pour parvenir à un compromis acceptable par tous et en particulier par les États-Unis, particulièrement méfiants face à une intervention de grande envergure au Rwanda.

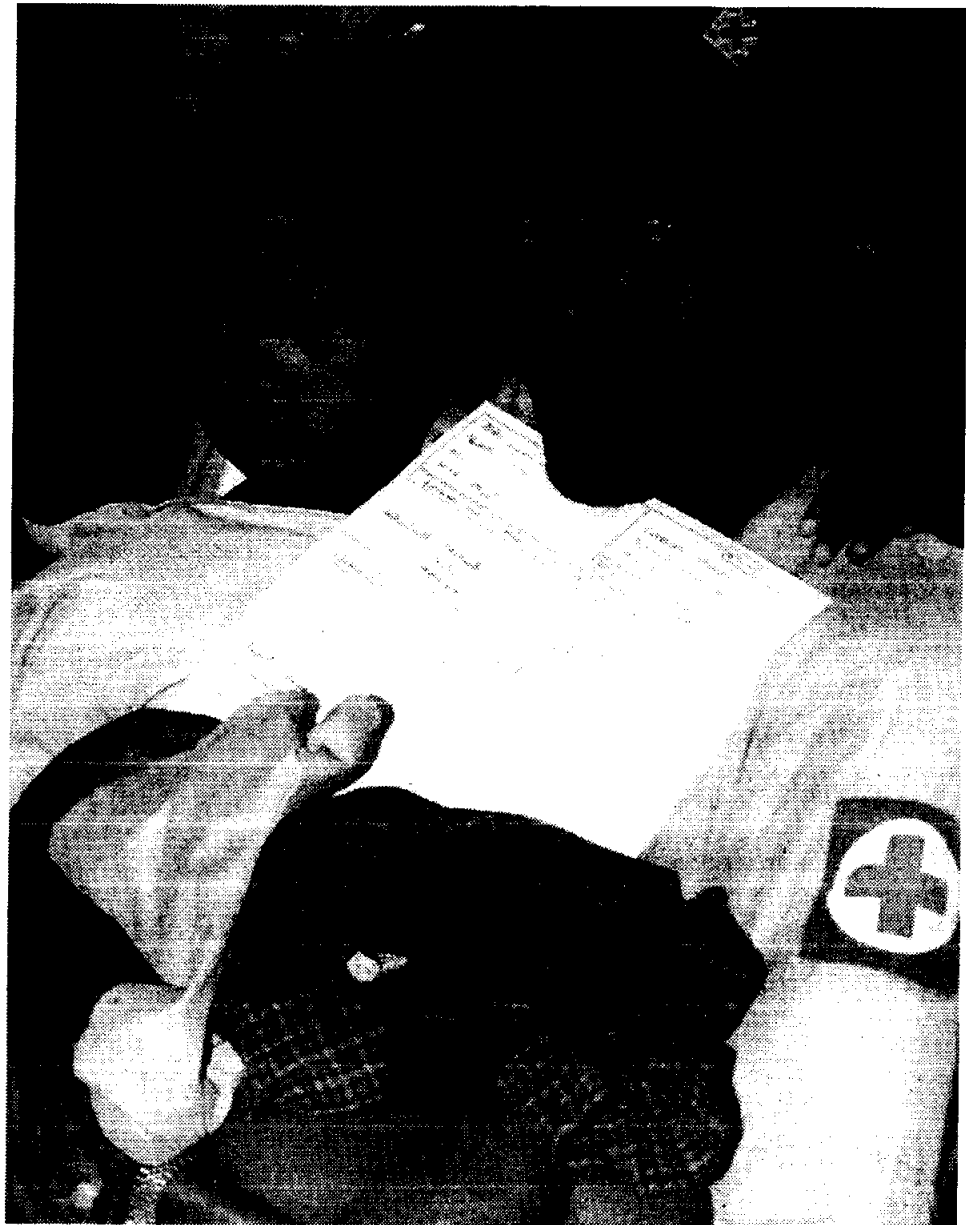
Dès la semaine dernière pourtant, le secrétaire général Boutros Boutros-Ghali avait proposé de renforcer le contingent des forces de l'ONU devenu insignifiant, par l'envoi de 5 500 Casques bleus. Mais l'adoption d'une résolution en ce sens n'avait cessé d'être bloquée à coups d'amendements successifs par les États-Unis, en désaccord avec le secrétaire général de l'ONU aussi bien sur le lieu de cantonnement, que sur le rôle et l'équipement des Casques bleus. Washington avait en particulier conditionné

l'élargissement du mandat de la Minuar à la « disponibilité des ressources » et au consentement des parties en présence, tout en exprimant sa préférence pour une autre solution : la création de zones humanitaires aux frontières rwandaises, immédiatement rejetée par Boutros Boutros-Ghali qui a estimé que ces zones risquaient de devenir des « aimants » pour les populations des autres pays.

200 000 personnes tuées en six semaines

Face aux hésitations américaines et devant l'urgence de la crise, l'organisation internationale des droits de l'homme Human Right Watch avait dénoncé l'inertie des Nations Unies et critiqué la mauvaise volonté américaine, appelant le Conseil de sécurité à prendre une décision afin de « protéger des civils sans défense contre des milices meurtrières qui ont tué plus de 200 000 personnes » en six semaines. En janvier dernier, Human right Watch s'était déjà penché sur le sort du Rwanda pour dénoncer alors non pas l'inaction mais le soutien manifeste d'une autre puissance occidentale, la France, à l'égard d'un régime fortement soupçonné d'entretenir la haine tribale en armant des milices. Hier c'était au tour d'une autre organisation, Médecins sans frontières de dénoncer sur TF 1 « la responsabilité écrasante de la France dans le génocide en cours au Rwanda ».

Maria MALAGARDIS



Un volontaire de la Croix-Rouge rwandaise portant une fillette blessée à l'hôpital de Kigali. La mission des Casques bleus se limitera à l'acheminement de l'aide humanitaire dans des zones bien particulières. (Photo AFP.)